



On prend volontiers Trotsky pour un romantique de la politique, c'est-à-dire pour un stratège de l'offensive qui n'est pas vraiment inspiré que par les périodes d'affrontements révolutionnaires ouverts, lorsque l'impétuosité des masses balaye très vite tous les obstacles sur la route de la prise de pouvoir. Cette image qui fait volontiers référence à son rôle de président impétueux du soviet de Petrograd, au moment où il se manifeste comme l'un des orateurs les plus prestigieux et les plus enflammés de la Révolution de 1917 (de février à octobre), image qu'on retrouve traînant un peu partout, ne correspond pourtant pas, et de loin, à la réalité.

### Politique et économie, normalité et crise

Léon Trotsky comme tacticien et comme stratège est extrêmement conscient des rapports de forces des conditions bien particulières de leurs variations. Contrairement à une légende d'origine stalinienne, il n'a jamais été homme à préconiser systématiquement les assauts frontaux contre les citadelles de l'État. Dans son Prophète armé, Isaac Deutscher montre très bien que Trotsky, leader militaire de la révolution d'octobre, joue admirablement sur les avantages de la défensive pour préparer l'insurrection contre le gouvernement de Kerenski et mettre tous les courants contre-révolutionnaires en situation tactique difficile.

Presque toutes les mesures qu'il fait prendre au comité militaire révolutionnaire du soviet de Petrograd ont des aspects offensifs, elles visent effectivement à diminuer les capacités d'intervention du pouvoir en place, en même temps elles apparaissent et sont, de fait, des mesures de défense contre les manœuvres armées de la contre-révolution, en d'autres termes, Trotsky ne sépare jamais la stratégie et la tactique comme pesée sur les rapports de forces au sens le plus immédiatement militaire, de la stratégie et de la tactique comme exploitation systématique des contradictions politiques. C'est on ne peut plus évident dans sa façon de conduire l'Armée rouge dans la guerre civile (de 1917 à 1921). Le volontarisme militaire dont il fait preuve n'est jamais exclusif de la prise en compte de facteurs socio-politiques et en général de tout ce qui peut influencer sur l'état d'esprit des masses à un moment donné. Il critique ainsi les

conceptions de Toukhatchevski sur la guerre révolutionnaire parce qu'elles font la part trop belle à l'enthousiasme révolutionnaire et qu'elle surestiment largement la complexité des problèmes politiques et sociaux à maîtriser.

Ce réalisme de Trotsky se retrouve, une fois la victoire acquise sur les armées blanches et l'intervention étrangère, dans les positions qu'il adopte au sein de l'Internationale communiste. Il partage certes, avec la quasi totalité des dirigeants communistes d'alors un très grand optimisme quant aux probabilités d'une victoire révolutionnaire en Europe centrale (en Allemagne notamment). Mais en 1920-1921, il est un des premiers à saisir que la grande vague révolutionnaire du premier après-guerre peut faire place à des reflux plus ou moins prolongés suivant les pays. Il voit très lucidement que la bourgeoisie est loin d'avoir épuisé toutes ses ressources politiques et toutes ses possibilités d'influencer le mouvement de masse.

De façon très significative il s'oppose à ceux qui inclinent vers un véritable fatalisme économiste et croient pouvoir affirmer que l'ordre bourgeois est tout à fait incapable de sortir de sa crise de l'après-guerre. Pour lui, au contraire, il est clair que tout recul de la classe ouvrière, même temporaire, permet à la bourgeoisie de récupérer des forces sur le plan social comme sur le plan économique pour redistribuer les cartes. Il n'y a pas de crise économique et sociale, qui soit par elle-même fatale et insurmontable pour les rapports sociaux capitalistes, puisque les choses se décident toujours au niveau de l'action politique. Ce n'est donc pas des catastrophes en elles-mêmes que Trotsky attend des bouleversements révolutionnaires. Il sait trop bien que la « normalité » du capitalisme est faite de l'alternance de périodes de crise et de boom économique pour attribuer aux crises ou aux guerres (moments de réajustement et de réadaptation par excellence) des vertus intrinsèquement subversives. C'est de la confrontation des classes que l'on doit attendre la modification radicale des relations sociales, les périodes de crise ne faisant que rendre possibles de nouveaux comportements chez les exploités, sans les rendre pour autant inévitables. Il y a en ce sens une interaction du politique et de l'économique qui obéit à des lois complexes, inassimilables pour des conceptions déterministes linéaires.

Dans son rapport devant le troisième congrès de l'Internationale communiste en 1921, il démontre brillamment que la force des réactions ouvrières dans les situations de crise est fonction de la préparation politique que représentent les luttes menées antérieurement dans les périodes dites de calme. La spontanéité ouvrière - des périodes « chaudes » - se retrouve ainsi replacée dans le cadre plus large de la cristallisation à moyen terme de rapports de forces politiques et idéologiques au cours des cycles de l'accumulation du capital, cristallisation qui renvoie à la plus ou moins grande vigueur avec laquelle sont menées tant les luttes revendicatives que les luttes politiques face aux exigences du capital.

## Trotsky et la politique révolutionnaire

Écrit par Jean-Marie Vincent

Vendredi, 20 Octobre 2006 01:00 - Mis à jour Samedi, 20 Octobre 2007 14:39

---

La classe ouvrière a besoin selon lui de surmonter ses divisions, de renforcer sa cohésion dans l'action pour profiter à plein des moments de faiblesse de son adversaire capitaliste, de ces phases où les automatismes de la reproduction capitaliste jouent avec beaucoup plus de difficulté, mettant par là à nu les ressorts de l'exploitation et de l'oppression. Lorsque la préparation a été insuffisante, et que la bourgeoisie a pu pousser très loin ses manœuvres d'atomisation et de division des travailleurs, l'éclatement d'une crise économique n'est au contraire pas très propice à une radicalisation rapide. Selon toute vraisemblance, il faudra attendre les premiers moments de reprise pour voir la classe ouvrière rassembler ses forces et reprendre le combat dans de meilleures conditions.

Dans l'esprit de Trotsky, il n'y a pas donc de parallélisme absolu entre cycles économiques, cycles politiques, mais bien passage de périodes de stabilité politique relative à des périodes d'instabilité en fonction de la dynamique globale de l'accumulation du capital (jeu de l'ensemble des mécanismes politiques, économiques, idéologiques sur la classe ouvrière).

### Stratégie et tactique du point de vue du front unique

C'est sur ces fermes bases théoriques qu'il fonde toute sa conception du front unique et non sur de simples considérations tactiques et conjoncturelles. L'occasion immédiate de l'adoption d'une politique de front unique est bien évidemment le recul de la vague révolutionnaire en Europe (marqué notamment par la défaite de mars 1921 en Allemagne) et la nécessité qui en découle de chercher le contact avec les masses influencées par les organisations réformistes (partis et syndicats), mais la formulation que Trotsky donne au front unique va bien au-delà des problèmes auxquels est immédiatement confrontée l'Internationale communiste.

Il ne s'agit pas seulement de faire face au regain de vigueur de la bourgeoisie après une période où elle était plongée dans une grande confusion (particulièrement au cours de l'année 1919) ou de prendre en compte la nouvelle poussée des réformistes, mais bien de jeter les bases d'une politique d'unité de la classe ouvrière qui, au-delà de développements plus ou moins contingents, la prépare systématiquement aux affrontements révolutionnaires. La politique de front unique qui allie la plus rigoureuse délimitation par rapport aux perspectives stratégiques des réformistes avec la plus grande souplesse dans la recherche d'accords de portée limitée (tactiques) avec eux, a pour visée essentielle la constitution de la classe ouvrière en classe combative, maîtresse de ses instruments organisationnels comme de son orientation politique, à travers le dépassement de ses divisions sociales (différenciation des revenus et des modes de vie), de ses divisions politiques (opposition entre les allégeances organisationnelles), de ses divisions idéologiques (différences de conception du monde). Tous les combats contre la bourgeoisie doivent être menés de façon à développer l'esprit d'indépendance de la classe

ouvrière, sa confiance en ses propres forces et en sa capacité à développer des formes d'auto-organisation.

Réaliser le front unique, ce n'est pas imposer d'en haut, sur un mode bureaucratique, des accords de non-agression entre des organisations qui veulent faire oublier leurs tares ou leurs errements en s'absolvant réciproquement, c'est au contraire imposer dans la lutte des actions unies - malgré la mauvaise volonté des organisations réformistes et leur tendance à rechercher des compromis, serait-ce même dans les luttes revendicatives les plus modestes. Pratiquer le front unique, pour une organisation révolutionnaire, ce n'est donc pas rechercher le plus petit commun dénominateur avec les organisations réformistes de masse, c'est en effet chercher à organiser la lutte commune sans sectarisme, sur les objectifs qui, à un moment donné, sont les plus importants pour l'affirmation des travailleurs face au capital. Dans ce domaine, il ne peut y avoir d'à priori, le front unique se bâtit autour des points nodaux de la lutte des classes, c'est-à-dire autour de tout ce qui fait problème entre la classe ouvrière et le capital, que cela concerne directement le taux d'exploitation (niveau des salaires) ou les formes institutionnelles de la domination bourgeoise (problème des libertés consenties au mouvement ouvrier par exemple).

Le but de la mobilisation unitaire des travailleurs est d'infliger des défaites réelles aux capitalistes et à leurs représentants pour créer les conditions de nouvelles avancées sur le front de la lutte des classes. C'est pourquoi, sous des apparences souvent défensives, la politique de front unique est une politique de mise en question du statu quo et des rapports de force que la bourgeoisie cherchera stabiliser en sa faveur. Elle ne peut se concevoir que dans une perspective dynamique, celle de la transformation révolutionnaire de la classe ouvrière et de la conquête du pouvoir, ce qui implique que les succès partiels ne soient pas considérés comme des fins, mais comme les points de départ d'autres affrontements. Pour elle, rien de doit être intangible, ni les modalités d'exercice du pouvoir de la bourgeoisie, ni les formes d'organisation du mouvement ouvrier qui, très souvent, reflètent le poids prédominant du réformisme.

La réussite d'une politique de front unique se mesure en particulier à la modification des rapports de force qu'elle suscite à l'intérieur du mouvement ouvrier, aux différenciations qu'elle introduit dans les grandes organisations réformistes (apparition d'ailes gauches subissant l'attraction des révolutionnaires). La pratique systématique du front unique bouleverse sans cesse le terrain de la lutte des classes en socialisant les expériences dispersées des travailleurs, en faisant tomber les barrières politiques qui les séparent, en tissant entre eux de nouveaux liens de solidarité et d'échanges naturels. Peu à peu, ce n'est plus la même classe qui affronte la bourgeoisie, mais une classe en voie d'auto-organisation.

### Contre le sectarisme

La capacité d'un parti ouvrier à pratiquer une politique de front unique devient ainsi la pierre de touche de son caractère révolutionnaire. Un parti qui se refuse à la mettre en œuvre au nom de principes révolutionnaires abstraits n'est guère plus qu'une société de propagande, parfois traversée par des courants aventuristes ou putschistes, mais incapable d'agir véritablement. Par contre, un parti qui s'adapte aux courants réformistes pour faire l'unité, se fait peu à peu l'instrument de pressions politiques et idéologiques de la bourgeoisie sur le prolétariat tout en perdant lui-même sa boussole révolutionnaire.

On comprend alors pourquoi Trotsky suit avec une telle inquiétude l'incapacité de l'Internationale communiste à faire sienne la politique définie aux IIIe et IVe congrès, d'abord en s'adonnant à la politique sectaire du « front unique par en bas », adoptée au Ve congrès de l'Internationale communiste sous l'impulsion de Zinoviev, puis en recherchant des accords de sommet (en 1926 avec les syndicats britanniques, par exemple) qui sont exclusifs de toute volonté de combattre l'opportunisme des partenaires. Pour lui, il y a là des variations entre le sectarisme (la dénonciation rituelle de la traîtrise des dirigeants social-démocrates) et le suivisme (courir après les grandes organisations de masse dominées par le réformisme) qui témoignent de la pénétration dans la IIIe Internationale de conceptions étrangères au communisme, qu'elles soient l'ex-pression des intérêts de fractions bureaucratiques du PCUS ou qu'elles soient la manifestation d'une subordination croissante au « socialisme national » russe.

Il ne s'agit plus d'oscillations ou d'hésitations comme l'Internationale en a connu à ses débuts dans sa recherche tâtonnante des stratégies et des tactiques adéquates à la lutte pour le pouvoir. Derrière les tournants et les zigzags, il y a en effet la cristallisation progressive de pratiques spécifiques de mise en tutelle du prolétariat et de manipulation de la couche des ouvriers avancés, qui commencent à gangrener les partis communistes. En 1928, le VIe congrès de l'Internationale va encore plus loin sur cette voie, en codifiant la politique du « social-fascisme » qui pousse à l'extrême le « révolutionnarisme » abstrait.

Comme l'observe Trotsky dans la « Troisième période d'erreurs de l'Internationale communiste », la radicalisation des masses est analysée comme un processus incessant, se développant de façon linéaire et mécanique jusqu'à l'agonie du capitalisme, un peu comme les social-démocrates présentaient le processus de croissance de leur électorat comme conduisant à l'effondrement du pouvoir capitaliste. Il n'y a plus ainsi de dialectique politique véritable, d'affrontements entre la résistance ouvrière à l'exploitation et les stratégies et tactiques bourgeoises qui visent à la conditionner et à l'intégrer. On se trouve dans un monde

manichéen, où il n'y a que du blanc et du noir, du bon et du mauvais, où la complexité des rythmes d'évolution des classes, des glissements dans les rapports de forces des déplacements dans les orientations politiques des masses est tout à fait sous-estimée.

Le prolétariat oppose à cela Trotsky, n'est pas monolithique et l'on doit tenir compte des conditions extrêmement diverses qui président à la maturation de ses différentes fractions. L'hétérogénéité politique de la classe ouvrière est une donnée qu'il ne faut certes pas considérer comme intangible, mais qu'il est impossible d'ignorer. Or, c'est précisément ce que fait l'Internationale communiste stalinisée en condamnant comme réactionnaires ou agents de la contre-révolution tous ceux qui dans le mouvement ouvrier refusent ses analyses abstraites et unilatérales sur la radicalisation des masses. Elle ose même aller plus loin dans l'aberration en faisant des organisations réformistes des agents très actifs de la fascisation des régimes bourgeois, leur attribuant par là un rôle tout à fait parallèle à celui des organisations proprement fascistes.

La politique n'est plus alors qu'un rituel de démonologie fait de dénonciations et d'exorcismes dans un climat d'hystérie savamment orchestrée. Les social-fascistes, frères jumeaux des fascistes doivent être balayés afin que les masses radicalisées, mais trompées, puissent se reconnaître dans les orientations des partis communistes et porter les coups décisifs au pouvoir bourgeois. Autrement dit, la politique révolutionnaire se réduit à sommer les ouvriers d'abandonner leurs organisations pour rallier le panache rouge des communistes. C'est dire qu'elle n'est plus qu'une caricature de cette politique de conquête des masses préconisée par Lénine dans la Maladie infantile du communisme.

Il n'est plus question de disputer le terrain à la bureaucratie dans les syndicats, il n'est plus question de jouer sur les contradictions qui ne manifestent dans les organisations réformistes en aiguillonnant les courants qui se manifestent dans leur sein. Au contraire, on fait scission dans les syndicats en laissant le champ libre aux réformistes en même temps que l'on dénonce avec encore plus de véhémence les socialistes qui évoluent vers la gauche, mais n'entendent pas suivre l'orientation de l'Internationale communiste. C'est une politique qui introduit des facteurs supplémentaires de division du prolétariat, division approfondie entre communistes et réformistes, et surtout isolement et sectarisation de l'avant-garde ouvrière qui perd peu à peu contact avec le gros de la classe.

Aux yeux de Trotsky, ce dernier phénomène est particulièrement grave, parce que, il montre que, sous des dehors gauchistes, la pratique de la « troisième période » est une pratique de démoralisation systématique, de dépravation des secteurs les plus combattifs du prolétariat. Elle contribue à rendre très difficile, sinon impossible, une politique authentiquement révolutionnaire,

et cela dans des circonstances particulièrement cruciales (crise économique mondiale, montée du nazisme). L'internationale communiste stalinisée ne veut plus avoir de militants trop directement liés aux masses, mais des exécutants dociles pour ne pas se laisser entraîner elle-même par les travailleurs dans des combats qu'elle ne veut pas assumer. A sa manière, elle se fait le véhicule d'un nouveau paternalisme par rapport à la classe ouvrière, ce qui la conduit à faire de plus en plus sienne des méthodes bourgeoises en politique.

### La politique de la démocratie ouvrière

Dès le début des années trente, Trotsky note qu'elle adopte en Allemagne des orientations nationalistes tout à fait contraire au communisme : le Parti communiste allemand recourt à des thèmes nationalistes dans son programme pour la libération nationale et sociale du peuple allemand d'août 1930. L'ultra-gauchisme de la « troisième période » qui vitupère sans nuances tous les courants du mouvement ouvrier, notamment les « contre-révolutionnaire » trotskystes, se révèle n'être à l'usage qu'un alibi pour entrer dans les jeux et les compromis les plus variés avec telle fraction de la bourgeoisie (petite ou grande). Le Komintern, qui n'a pas assez de mots pour flétrir les socialistes de gauche ou les trotskystes, découvre en 1932 les vertus du pacifisme (le mouvement Amsterdam-Pleyel) quelques temps après avoir réhabilité le nationalisme, faisant ainsi la démonstration qu'il est prêt à s'adapter aux courants qui prédominent à un moment donné dans une opinion publique conditionnée par la classe dominante.

La « troisième période », de ce point de vue, ne peut être interprétée comme une suite d'égarements passagers, c'est en réalité une entreprise systématique de destruction de la politique prolétarienne qui s'était peu à peu dégagée de la crise née de la Première Guerre mondiale. Dans ses écrits, consacrés à l'Allemagne après 1923, Trotsky, qui suit pas à pas ce processus, en souligne les conséquences catastrophiques sur les capacités d'intervention et de résistance de la classe ouvrière face à la montée du nazisme. L'orientation offerte par les communistes stalinisés n'offre que des solutions verbales à la crise qui secoue la société, elle divise les rangs ouvriers sans gêner véritablement la politique du « moindre mal » pratiquée par la social-démocratie qui se réduit à capituler devant la droite pour éviter l'extrême-droite. Il s'ensuit que l'initiative est à peu près totalement laissée aux nazis et que les travailleurs s'enfoncent peu à peu dans des habitudes de passivité, malgré la gravité du danger nazi qui pèse sur eux. La prise du pouvoir par Hitler, et la défaite sans combat du mouvement ouvrier organisé, est le point d'aboutissement logique de cette politique criminelle. Elle consacre la faillite irrémédiable de la IIIe Internationale et son passage définitif dans le camp de la contre-révolution.

Dans ce contexte de montée de la réaction, c'est bien évidemment une toute autre politique que préconise Trotsky ; il entend opposer à la mobilisation de la petite bourgeoisie sur des bases fascistes, non seulement le FUIO (front unique ouvrier), mais aussi le développement de la démocratie ouvrière, c'est-à-dire de tous les embryons de démocratie ouvrière présents au sein même de la démocratie bourgeoise. Il sait toutes les limites des libertés démocratiques consenties par les constitutions les plus libérales, mais il n'adopte pas à leur égard l'attitude dédaigneuse et négative qui est caractéristique des staliniens de cette époque. Pour lui, au contraire, les pratiques démocratiques qui sont possibles dans les luttes quotidiennes, dans les confrontations les plus modestes avec la bourgeoisie, ont une importance capitale pour le devenir révolutionnaire de la classe ouvrière, parce qu'elles permettent aux travailleurs de dépasser leur isolement en tant qu'individus et d'acquérir une intelligence et une volonté collectives face aux mouvements du capital.

L'apprentissage de la démocratie dans les organisations du mouvement ouvrier et dans les luttes ne consiste pas en une suite d'actes sans portée réelle, il signifie bien plutôt l'établissement progressif de liens de solidarité profonds qui conditionnent le passage du combat anticapitaliste à un niveau supérieur. Sans doute, les dirigeants réformistes essayent-ils, de façon permanente, de rendre l'exercice de la démocratie ouvrière purement formel et rituel, en utilisant toutes les manipulations bureaucratiques dont ils peuvent disposer. Il ne leur est cependant pas possible d'étouffer totalement la volonté de résistance des travail-leurs dans la sphère de la production comme dans celle de la reproduction (de la force de travail, notamment), sous peine de scier la branche sur laquelle ils sont assis.

L'institutionnalisation du mouvement ouvrier dont ils se font les protagonistes - sous la forme d'un compromis avec la bourgeoisie prévu pour être durable - n'a précisément de sens que si la pression ouvrière reste suffisamment forte pour inciter les capitalistes à pactiser avec les organisations réformistes. D'un point de vue révolutionnaire, la participation aux syndicats sous direction opportuniste, le coude à coude avec les travailleurs sous influence social-démocrate sont en conséquence indispensables, parce qu'ils font partie du combat pour l'extension de la démocratie ouvrière et pour subvertir l'usage qu'en font les réformistes. Tous les réseaux du mouvement ouvrier, qu'ils soient politiques ou culturels doivent être pénétrés par les communistes, non pour être noyautés, comme on le dit trop vite, mais pour devenir le théâtre de batailles incessantes en faveur de la démocratie ouvrière qui est porteuse de nouvelles relations sociales entre les hommes.

Il n'y a certes pas de continuité entre celle-ci et la démocratie bourgeoise qui sont qualitativement différentes, mais rien ne peut excuser les attitudes méprisantes que prennent les staliniens à l'égard des mots d'ordre démocratiques. Lorsque les révolutionnaires y ont recours, ce n'est pas pour chanter les louanges de la démocratie bourgeoise ou pour procéder à des manœuvres de second ordre dans le cadre parlementaire, c'est pour rassembler et

décupler les forces de la classe ouvrière dans la lutte contre les restrictions bourgeoises à sa propre liberté d'action, c'est également pour faire la démonstration que le prolétariat est capable de prendre en charge, au nom du plus grand nombre, le problème des libertés politiques (tout aussi nécessaires pour les autres couches opprimées de la société).

La question des mots d'ordre démocratique prend d'ailleurs une particulière acuité quand on se trouve dans le contexte de régimes fascistes ou proto-fascistes. Contre ceux qui affirment que le fascisme n'est qu'un épisode passager avant le triomphe de la révolution socialiste, Trotsky demande que l'on prenne conscience du terrible laminage qu'il fait subir à la classe ouvrière en détruisant toutes ses organisations et avec elles les embryons de démocratie ouvrière, points de départ indispensables de la transformation de la classe. Des mots d'ordre démocratiques très élémentaires prennent alors le caractère d'une orientation pour la restauration de la démocratie ouvrière la plus élémentaire, sans chercher à sauter les étapes nécessaires pour reconstituer les forces du prolétariat. La seule lutte efficace contre le fascisme est en effet une lutte pour un démocratisme conséquent et non l'affirmation abstraite d'une perspective socialiste, la perspective stratégique du socialisme devant naître en réalité de la progression de l'organisation des travailleurs et de leur confiance en eux-mêmes.

Le mot d'ordre d'assemblée constituante, considéré comme central dans un pays comme l'Italie fasciste, ne vise pas à la restauration du parlementarisme bourgeois, pas plus qu'il n'est destiné à écarter une orientation du mouvement ouvrier vers les conseils, il a concrètement pour but de centrer toutes les énergies vers la destruction des institutions centrales de l'État fasciste, destruction qui ne peut être acceptée et encore moins voulue telle quelle par la bourgeoisie. Dans tout cela, il n'y a donc rien qui implique une mise sous le boisseau des revendications matérielles de la classe ouvrière et de leur charge anticapitaliste. Bien au contraire, les revendications démocratiques ne prennent tout leur sens que nourries par les revendications ouvrières et par tout ce qu'elles contiennent d'aspirations à une transformation des rapports sociaux. Trotsky ne croit pas, bien sûr, qu'on puisse s'en tenir dans l'immédiat à l'alternative simpliste, fascisme ou régime des soviets, mais pour autant il ne pense pas que le mouvement révolutionnaire doive se laisser enfermer dans une alternative fascisme ou démocratie (démocratie étant ici prise au sens le plus habituel, de démocratie bourgeoise qui coiffe et brime la démocratie ouvrière).

L'écroulement du fascisme a beaucoup de chance d'être suivi par une étape dite « démocratique » où les soubassements de l'ordre social capitaliste, bien qu'ébranlés, ne sont pas directement et consciemment attaqués, cela ne diminue toutefois en rien l'acuité prévisible de la lutte des classes et les organisations ouvrières n'ont pas à mettre d'eau dans leur vin. L'étape « démocratique », si elle se produit, est une période où les adversaires de classe accumulent des forces avant les affrontements majeurs qui décideront de l'orientation de la société capitalisme ou socialisme. Elle est marquée fondamentalement par une opposition plus

ou moins ouverte entre la démocratie bourgeoise comme instrument de refoulement de la participation politique des masses et la démocratie ouvrière comme expression de l'auto-détermination, en voie de réalisation, des travailleurs.

### **Démocratie ouvrière contre démocratie bourgeoise**

Il est bien évident que sur la base de ces analyses, Trotsky récuse la distinction que les social-démocrates veulent faire entre voie démocratique et voie révolutionnaire au socialisme. La voie révolutionnaire est la seule qui soit effective et démocratique parce qu'elle fait sauter tous les verrous que les formes bourgeoises de la politique mettent aux modes d'expression collectifs dans leur richesse et leur diversité.

Alors que la démocratie ouvrière en action sert de révélateur aux antagonismes sociaux et, dans son développement, met à l'ordre du jour leur résolution, la démocratie bourgeoise, au contraire, est négation de la lutte des classes, intégration des individus par des mécanismes de représentation qui déforment et conditionnent les intérêts qu'ils prétendent amener à l'expression. Sous la forme du changement, les pratiques bourgeoises de la démocratie limitée ne visent qu'à reproduire l'équilibre du système social et de ses rapports de production, elles ne font que réconcilier temporairement, grâce à de nouvelles combinaisons idéologiques et politiques, ce qui est quant au fond inconciliable.

C'est dire, que la démocratie bourgeoise contient en elle-même sa propre négation en tant que démocratie : elle n'est tolérable pour la classe dominante que si elle permet d'éviter les débordements des classes inférieures, celles justement qui ont besoin de faire sauter les barrières établies par les rapports sociaux. Elle doit jusqu'à un certain point faire preuve de souplesse, mettre en scène le spectacle de la diversité et de la variation, transposer les affrontements de classe en simulacres de batailles sans merci, mais sur le fond tout doit se passer dans l'immobilisme, dans la répétition compulsive du même, selon le fameux adage : « Plus ça change, plus c'est la même chose ». En définitive elle n'est qu'apparence, formalisme de la démocratie, dans la mesure même où elle ne peut être transformation permanente des relations sociales, remise en question toujours renouvelée des institutions établies.

La démocratie ouvrière, par contre, ne peut que refuser la stagnation sociale, la simple reproduction — même sur une échelle élargie - de ce qui s'impose immédiatement aux individus; elle ne peut que chercher à transgresser sans cesse les limites de l'habitude et les frontières tracées entre le politique, l'économique et le social. Elle est en ce sens réintroduction

de la mobilité, de l'imprévisibilité dans le flux routinier des formes politiques, rejet des cloisonnements hiérarchiques comme des horizons vitaux tronçonnés. A travers elle, les travailleurs tentent de fixer pour tâche la reprise en main collective du rapport social de production et de ses instruments d'organisation (notamment le pouvoir). Il est, de ce point de vue, absurde de penser que les partis caporalisés à la manière stalinienne et qui reproduisent en leur sein les rapports de commandement et de subordination typiques de la société capitaliste puissent servir d'accoucheurs à ces nouvelles formes d'expression démocratique et à de nouvelles potentialités sociales.

Le parti authentiquement révolutionnaire doit lui-même préfigurer la démocratie ouvrière dont il a pour tâche de favoriser l'éclosion, en multipliant les échanges internes entre ses membres et en leur donnant la possibilité de réagir collectivement aux décisions de la direction. Il doit donc être organiquement lié aux manifestations les plus diverses de résistance à l'oppression et à l'exploitation capitaliste pour ne pas se réduire à une organisation simplement représentative, totalement intégrée aux mécanismes du parlementarisme. C'est pourquoi, le parti ne peut être seulement un rassemblement volontariste se fixant des buts plus ou moins abstraits (programme, exercice du pouvoir, etc.) qu'il essaye de poser de l'extérieur devant des clientèles plus ou moins réticentes. Il doit être, au plein sens du mot, un détachement avancé de la classe ouvrière décidé à secouer tous les carcans qu'on essaye de lui imposer et prêt à anticiper tous les mouvements qu'elle est susceptible de produire.

Avant tout il est un instrument de mobilité politique, de mise en question de l'équilibre des formes politiques de la rigidité de leurs agencements, qui doit se distinguer par sa mobilité, sa souplesse et son imagination tactique; qu'on ne se méprenne pas, Trotsky ne préconise naturellement pas un opportunisme sans rivages ou l'adaptation sans principes aux mouvements d'opinion comme on l'a déjà observé. Ce sur quoi il insiste, c'est sur la capacité du parti à utiliser les points de faiblesse du système politique, à faire craquer ses coutures ou ses jointures, pour mettre en crise par la suite l'ensemble du régime socio-politique. Tout n'est pas possible à tout moment, mais à chaque instant il y a toujours la possibilité de trouver des points d'attaque, aussi limités et insignifiants qu'ils puissent apparaître au premier abord.

Cela veut dire que l'immobilisme est absolument injustifiable, même dans les situations les plus marquées par la montée des forces réactionnaires et le repli des organisations prolétariennes. Dans le domaine politique, les caractéristiques prédominantes d'une période ne sont pas exclusives de contre-tendances qui, si elles sont convenablement cultivées et poussées, peuvent bouleverser les données principales de ladite période.

Après la défaite du prolétariat allemand, Trotsky qui n'ignore pas que le vent souffle en faveur

de la bourgeoisie et de ses agents les plus extrémistes, dans une grande partie du monde, suit pour-tant avec la plus extrême attention les développements politiques en Espagne et en France d'où peut naître un retournement de la situation dans toute l'Europe. C'est également avec passion qu'il s'intéresse à la radicalisation qui s'empare d'un certain nombre de petites organisations « centristes » d'origine social-démocrate ou d'origine communiste, car il y voit les indices d'une transformation de l'humeur des masses.

Lors de la conférence de Paris en 1933 (convoquée par l'IAG1 ) il tente de jeter, avec trois d'entre elles (SAP, OSP, RSP2) les bases d'un mouvement pour la IVe internationale. Quelque temps plus tard, il n'hésite pas à demander aux trotskystes français d'entrer dans la SFIO, parce que cette dernière est en train d'évoluer vers la gauche sous la pression des masses, et cela, non pour une manœuvre de très courte durée, mais en vue d'accumuler des forces pour la construction du parti révolutionnaire. Assurément il est difficile de faire preuve de plus d'audace tranquille dans une situation où les groupes de l'opposition de gauche internationale naviguent à peu près partout à contre-courant : à partir des forces numériquement dérisoires et souvent hésitantes, il s'agit rien moins que d'aider le prolétariat à défier les puissants appareils de la bourgeoisie et de la bureaucratie stalinienne. L'entrée dans les partis socialistes en France et aux États-Unis ne donnera pas, il est vrai, tous les résultats attendus (particulièrement en France), mais cela n'enlève rien au bien-fondé des orientations proposées. Ce sont essentiellement des erreurs commises dans l'application de la tactique qui expliquent les difficultés rencontrées au moment de sortir et de faire le bilan de l'opération.

### Statique et dynamique en politique

On voit qu'il est difficile de faire de Trotsky un dirigeant qui n'aurait fait qu'appliquer mécaniquement les recettes utilisées avec succès en Russie, puisque toutes ces conceptions témoignent d'une profonde compréhension de ce qu'implique la lutte politique dans les pays occidentaux. Il reste toutefois que certains continuent à lui reprocher, à l'instar du Gramsci des Cahiers de la prison, de n'avoir pensé que la « guerre de mouvement » en négligeant la « guerre de positions », c'est-à-dire celle qui se passe pour l'essentiel dans les « tranchées » de la société civile, dans la lutte pour l'hégémonie politico-idéologique et a pour enjeu l'érosion progressive du pouvoir de la bourgeoisie sur les esprits des opprimés et des exploités.

Pour ces critiques, Trotsky ne se serait pas aperçu que la domination capitaliste ne s'exerce pas seulement à travers les mécanismes de la représentation politique, ceux du commandement capitaliste dans les entreprises et ceux de la répression étatique, mais aussi à travers toute une série d'appareils d'hégémonie, d'associations diverses qui coiffent et conditionnent les spécificités culturelles et sociales de leurs participants.

Il aurait en conséquence sous-estimé la nécessité de longues périodes d'accumulation capillaire des forces ainsi que la nécessité d'atteindre l'hégémonie politico-idéologique préalablement à la prise du pouvoir. A ces objections, les textes répondent d'eux-mêmes, lorsqu'on veut bien se donner la peine de les lire. Parmi les dirigeants issus de la IIIe Internationale, Trotsky est certainement un de ceux (avec Boukharine) qui a le plus accordé d'attention aux aspects politico-culturels et politico-idéologiques de la lutte révolutionnaire. Il suffit de renvoyer à ses nombreux écrits sur les intellectuels, sur la franc-maçonnerie, sur l'importance des glissements idéologiques dans le mouvement ouvrier (qu'ils soient positifs ou négatifs) pour se persuader qu'il n'a pas sacrifié à une déviation « politiciste » et réduit les mouvements des classes, particulièrement de la classe ouvrière, à ce qui est visible à la surface des relations sociales. Trotsky comme Gramsci ne dédaigne pas le souterrain, les changements d'humeur dans les masses qui annoncent des ébranlements plus profonds.

A la veille de la prise du pouvoir par les nazis, il donne des analyses saisissantes des oscillations de la petite bourgeoisie et de sa tendance à se tourner vers les extrêmes dans une période de crise et de désarroi idéologique, analyses auxquelles fait contre-point une description extrêmement fine et nuancée des tendances contradictoires qui se font jour dans le prolétariat, tendances à la passivité et à la prostration consécutives à la politique menée par les organisations ouvrières d'un côté, tendances à un regain de combativité face à l'ampleur et à l'imminence du danger. Il est vrai que Trotsky aurait nié que la classe ouvrière ait à s'ériger en classe dominante la société avant la prise de pouvoir et qu'à cet effet elle ait à attribuer une importance décisive et vitale au réseau complexe d'organisations et d'organismes liés à la classe ouvrière dans les interstices des institutions bourgeoises, coopératives, syndicales, associations culturelles diverses, municipalités, etc.

Sa conception de la démocratie ouvrière n'est de toute façon pas celle d'une coexistence pacifique entre démocratie bourgeoise et démocratie ouvrière, elle est la conception d'une opposition antagoniste où l'une est en raison inverse de l'autre. La prise de pouvoir par la classe ouvrière ne peut être le couronnement d'une maturation tranquille, d'une croissance continue et régulière de l'organisation ouvrière, mais bien l'aboutissement de déséquilibres cumulés, de suites offensives et de contre-offensives qui viennent interrompre des armistices précaires. Cela n'exclut sans doute pas les temps longs, c'est-à-dire les périodes où les équilibres entre les classes ne se modifient qu'insensiblement.

Trotsky étudie de ce point de vue la maturation lente et tourmentée de la Révolution espagnole entre 1931 et 1936 - mais cela exclut qu'il puisse y avoir passage graduel, sans crises majeures, de la démocratie bourgeoise à la démocratie ouvrière étendue, c'est-à-dire à l'auto-organisation. Les formes politiques bourgeoises qui organisent la passivité et l'exclusion du gros des travailleurs de la vie politique, doivent être détruites pour que puisse commencer la transformation sociale, pour que les exploités trop longtemps dissociés puissent commencer à

s'associer, ce qui suppose naturellement que les procédures « démocratiques - restrictives » de la bourgeoisie soient au préalable dépouillées de leur « naturalité », que la participation aux institutions soit saisie dans toutes ses limitations et dans ses effets de corruption.

Le Trotsky des années trente ne se fait aucune illusion sur les difficultés à surmonter pour assurer véritablement le processus révolutionnaire dans les pays occidentaux. Il sait qu'il n'y a pas chez eux le même télescopage de problèmes issus de phases historiques différentes et de sociétés apparemment éloignées dans l'espace que dans la Russie tsariste. Ce qu'il maintient, c'est que dans ces pays de l'ouest où l'État est depuis longtemps fortement charpenté et dispose de nombreux moyens d'intervention et d'intégration « démocratique », il n'est pas possible de se fier au jeu plus ou moins démonstratif des oppositions ritualisées, des affrontements de classe bien tempérés et des batailles qui n'ont pas de conclusions apparentes. La métaphore de la « guerre de position » n'y a de sens que si les fronts sont bien dessinés, que si les oppositions politico-idéologiques apparaissent en toute lumière et laissent entrevoir à échéance plus ou moins lointaine le passage à la « guerre de mouvement ».

Il n'est donc pas question d'accepter une opposition absolue, de principe entre ce que ne représente au fond que deux moments différents de la lutte des classes, ou deux moments dans les rapports de forces globaux qui s'établissent entre les protagonistes principaux du drame social, bourgeoisie et prolétariat, en fonction de la plus ou moins grande solidité des structures politiques et économiques. Il y a sans doute des différences importantes entre les pays impérialistes et les pays dits sous-développés sur le plan des stratégies politiques qui doivent y être employées pour mettre à bas le pouvoir de la classe dominante, mais certainement pas des différences qui opposent des pays où l'on applique la « guerre de positions » à des pays où l'on applique la guerre de mouvement ».

### **Les fronts populaires et la destruction de la politique ouvrière**

Beaucoup de ceux qui ne veulent pas se laisser convaincre par ce type de démonstrations, croient toutefois trouver une preuve du sectarisme foncier de Trotsky dans la condamnation sans appel qu'il prononce de la politique de front populaire appliquée par l'Internationale communiste à partir de 1935. Ils ne manquent pas de faire valoir l'incohérence qu'il y aurait à réclamer l'unité la plus large contre le fascisme avant le tournant de l'Internationale communiste, pour ensuite condamner les alliances de type front populaire réalisées contre le danger nazi par cette même Internationale communiste à compter de son septième congrès. Trotsky serait, en réalité, un puriste incapable de comprendre l'intérêt d'alliances passées par les partis ouvriers avec certaines fractions petites-bourgeoises, particulièrement intellectuelles, tout à fait révoltées par la politique pratiquée par les fascistes ou les nazis. Les procureurs

admettent à la rigueur, que les alliances recherchées vont parfois trop loin vers la droite, mais ils n'y voient que des déraillements occasionnels qui n'entachent pas la justesse de la stratégie.

Ils se refusent ainsi à voir que la mise en question de Trotsky ne porte pas sur tel ou tel aspect circonstanciel des politiques de front populaire, encore moins sur la recherche de ralliements dans le camp de la petite bourgeoisie, mais bien sur une question fondamentale, celle de l'existence ou de la non-existence d'une politique prolétarienne inassimilable par les mécanismes de la démocratie bourgeoise, dans une période où celle-ci est en train de s'étioler. De fait Trotsky constate que, malgré certaines phrases radicales de Dimitrov devant le VIIe congrès de l'IC, la politique de front populaire, au nom de la lutte contre le fascisme, entraîne un alignement des partis ouvriers sur un programme purement bourgeois, en France sur celui du parti radical-socialiste lié au grand capital, c'est-à-dire implique, qu'on le veuille ou non, l'abandon de la perspective stratégique du socialisme.

La lutte des classes est censée, sinon s'arrêter, du moins s'estomper avant la défaite du fascisme, pour ne reprendre ses pleins droits que dans une étape ultérieure et dans un avenir assez indéterminé. Les pratiques politiques les plus spécifiquement bourgeoises se trouvent par là-même justifiées, exaltation du nationalisme et du parlementarisme, acceptation des compromis les plus douteux pour des raisons tactiques, relégation au second plan, des intérêts les plus immédiats des travailleurs, ce qui pousse à des limites extrêmes les traits négatifs déjà présents dans la ligue du Komintern lors de la « troisième période ».

Bien qu'elle prétende redécouvrir les « valeurs démocratiques », les plus traditionnelles, la politique des fronts populaires est au fond une politique de refoulement de la lutte des classes. Ses effets sont d'autant plus graves qu'elle se masque derrière une rhétorique de l'intransigeance et de la filiation avec la révolution d'Octobre.

En juin 1936, le PCF refuse de participer au gouvernement Blum, non pas parce qu'on repousse ses exigences programmatiques - il n'en a pas -, mais tout simplement parce qu'il ne veut pas se compromettre et apparaître comme un parti réformiste. Son attitude consiste donc à soutenir le gouvernement et à cautionner sa politique pour l'essentiel, tout en critiquant, avec plus ou moins de force, certains de ses aspects. Le PCF pratique en quelque sorte une politique à double détente, une politique de l'apparence révolutionnaire qui se passe tout entière dans un registre idéologique, et une politique réelle qui s'insère dans la dynamique du jeu politique bourgeois. La première est destinée à capter les énergies militantes de ceux qui veulent s'engager pour le communisme en leur offrant des représentations et des stimulations de prises de position révolutionnaires. La seconde a pour but de faire des différents appareils staliniens (État soviétique et appareils des PC nationaux) des partenaires crédibles de la

bourgeoisie et des éléments de l'équilibre des classes à l'échelle internationale, dans le sens du statu quo économique et social.

C'est qu'en effet la bureaucratie soviétique et ses alliés (des PC) parasitent le mouvement ouvrier et communiste pour se faire une place au soleil dans les rapports de classe et la division internationale du travail. Ils se servent de la pression ouvrière pour tenter d'amener la bourgeoisie à une attitude de collaboration permanente, en faisant valoir leur capacité à contenir le prolétariat et ils se servent souvent de la force de la bourgeoisie pour tenir en échec les mouvements des travailleurs qui essayent de transformer la société de fond en comble. Aussi la politique stalinienne des fronts populaires ne fait-elle pas que freiner la combativité ouvrière, elle se manifeste directement comme l'agent de la contre-révolution au sein du mouvement ouvrier international, notamment en faisant tout pour monopoliser l'expression révolutionnaire dans le but de la dévoyer et de la mener à l'impasse.

Les militants les plus sincères sont amenés à penser que l'on peut ruser avec les forces sociales, que l'on peut manœuvrer la bourgeoisie, afin d'éviter tout choc frontal avec elle et que l'on peut flatter les préjugés les plus rétrogrades afin d'obtenir des soutiens de masse. Dans leur esprit, l'activité révolutionnaire s'identifie à la croissance du parti, dépositaire de la pureté doctrinale et maître en louvoisements politiques, elle n'a ainsi plus grand chose à voir avec une lutte en systématique pour l'autonomie et l'auto-organisation de la classe ouvrière, pour ne pas dire qu'elle leur tourne franchement le dos.

La « Révolution socialiste » ne peut être que l'installation du parti aux postes de commande sur la base, certes, d'un large sou-tien populaire, mais sans édification effective de nouveaux organes de pouvoir par les masses. C'est l'État soviétique marqué par la contre-révolution stalinienne, celui qui se trouve transfiguré dans la « constitution la plus démocratique du monde » (1936) qui sert de référence, sinon de modèle. Sur de telles bases, la montée des fronts populaires ne peut que correspondre à une victoire des formes bourgeoises de la politique, même si ces dernières sont tant soit peu transformées par les pratiques bureaucratiques exacerbées des partis staliniens et par la prise en compte des intérêts de la bureaucratie soviétique. Comme le voit très bien Trotsky la politique des PC ne fait pas qu'imiter celle des réformistes de la IIe Internationale, elle « innove » dans l'opportunisme et bouscule toutes les prudences social-démocrates.

Quand le PCF constate en 1936 que le front populaire rencontre de grandes difficultés, il propose la constitution d'un front français, vaste rassemblement de partis de gauche et de partis de droite. Il ne rencontre, bien sûr, que très peu d'échos, mais en agissant ainsi il obscurcit encore un peu plus l'horizon de la grande masse des travailleurs et sème la

## Trotsky et la politique révolutionnaire

Écrit par Jean-Marie Vincent

Vendredi, 20 Octobre 2006 01:00 - Mis à jour Samedi, 20 Octobre 2007 14:39

---

désorientation. Les secteurs avancés de la classe ouvrière n'arrivent plus à se retrouver dans des situations où les fronts entre les classes n'apparaissent plus clairement, où l'échiquier politique est totalement bouleversé par les changements de position spectaculaires des communistes.

### La longue agonie du stalinisme

Cette destruction de toute politique ouvrière authentique explique par conséquent l'intransigeance de Trotsky et lui donne toute sa justification. Le combat qu'il mène contre toutes les formes d'accommodements avec les fronts populaires et toutes les positions ambiguës face au stalinisme, loin d'être une preuve d'attachement obsessionnel au passé, prend en effet le sens d'un combat capital pour préserver à l'avenir les chances d'une politique ouvrière, ne serait-elle exprimée pour toute une période que par un courant extrêmement minoritaire.

Trotsky n'est pas un Don Quichotte qui a perdu le sens des réalités, c'est un dirigeant politique qui a parfaitement conscience que le mouvement ouvrier international court le risque de perdre sa mémoire et de s'enliser dans des pratiques contraires à toute perspective d'émancipation prolétarienne. Pour lui, il s'agit donc d'empêcher à tout prix que soit interrompue la continuité révolutionnaire, et que la perversion stalinienne du communisme ne fasse perdre tous les acquis de la révolution d'Octobre et des débuts de la IIIe Internationale. C'est pour cela qu'il s'efforce inlassablement de rassembler les forces susceptibles de résister aux pressions du fascisme, du stalinisme et de la guerre imminente, et de leur transmettre ce qu'il estime être les élaborations essentielles du bolchévisme en matière de théorie, de stratégie et de tactique.

C'est à ses yeux l'œuvre la plus importante de sa vie, une œuvre d'ailleurs pour laquelle il est le mieux armé des survivants de la génération d'Octobre comme il l'écrit dans son Journal d'exil. L'histoire sur ce point ne lui a pas donné tort : la IVe Internationale, créée dans des conditions particulièrement difficiles, a survécu à toutes les vicissitudes et résisté à beaucoup de pressions. C'est sans doute le seul exemple d'un mouvement international, obligé d'œuvrer à contre-courant pendant des décennies, qui ait réussi à se maintenir, voire à se développer dans des proportions modestes.

Mais, pour satisfaisante que soit cette constatation, elle ne permet pas de parler de victoire ou de succès sur toute la ligne. Les organisations qui se réclament de la IVe Internationale ne sont nulle part majoritaires dans le mouvement ouvrier, alors que Trotsky attendait qu'elles se développent rapidement à la faveur des convulsions de la Deuxième Guerre mondiale et de

l'immédiat après-guerre. A l'évidence, ses prévisions ne se sont pas révélées exactes, ce qui demande explication, et des explications qui ne se contentent pas de renvoyer abstraitement à la lenteur et à la complexité des processus historiques.

Ce qu'il faut comprendre, c'est pourquoi, malgré les secousses révolutionnaires qui se sont succédées depuis 1943-1944, la domination du réformisme et du stalinisme n'a pas, jusqu'ici, été suffisamment ébranlé pour donner de nouvelles chances à la politique révolutionnaire. Il y a, bien sûr, une réponse qui paraît de prime abord tout à fait convaincante, celle qui fait fond sur les capacités de récupération du capitalisme et renvoie à la forte croissance économique de l'après-guerre. Mais sur ce point on peut faire remarquer qu'en bonne méthode on doit aussi tenir compte des conditions politiques de la reprise sur une large échelle de l'accumulation capitaliste, ce qui conduit à s'interroger sur les affrontements politiques à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale.

La première constatation qu'on est obligé de faire à ce sujet est que la contre-révolution stalinienne s'est révélée beaucoup plus résistante et beaucoup plus capable d'adaptation qu'on ne le pensait. La bureaucratie soviétique qui avait tout entrepris pour atomiser toute résistance potentielle à son pouvoir (les purges de 36 à 39) a tenu le choc de la guerre, malgré les défaites initialement subies sous les coups des nazis. Elle sort de la guerre avec un nouveau prestige, celui de couche dirigeante d'une grande puissance qui a porté des coups décisifs à l'Allemagne hitlérienne et étend son influence sur une partie importante de l'Europe.

On n'est plus en présence d'une couche sociale qui n'a fait qu'exproprier politiquement et de façon précaire le prolétariat d'Union soviétique, on est en face d'une couche sociale qui commence à asseoir sa domination sur le développement de rapports de production spécifiques, quoique hybrides (ni capitalistes, ni socialistes en fonction d'un blocage de la transition vers le socialisme). Les développements de la radicalisation ouvrière après 1944 inquiète la bureaucratie et elle fait tout pour les contenir, mais d'une certaine façon elle se révèle capable de les utiliser dans ses relations de concurrence avec l'impérialisme. Les partis communistes servent d'instruments de pression ou de monnaie d'échange dans un jeu politico-diplomatique de dimension planétaire qui, à partir de 1947, et de la guerre froide, devient l'affrontement du « camp de la paix et du socialisme » contre le « camp du capitalisme et de la guerre ». Cela revient à dire que la lutte des classes est canalisée de façon à en faire un élément secondaire des relations conflictuelles des deux grands blocs politico-militaires. Il faut ajouter à cela que la politique bureaucratique bénéficie du prestige des révolutions qui se sont produites entre 1943 et 1948 (Yougoslavie, Vietnam, Chine) et qui par leur caractère inachevé et déformé (sous l'influence du stalinisme) n'ont pu entraîner dans l'immédiat des ruptures radicales avec les positions staliniennes.

On aboutit ainsi au paradoxe que la vague révolutionnaire de l'après-guerre nourrit et renforce un stalinisme qui la ronge et la détruit de l'intérieur et, poursuit de cette façon l'œuvre de destruction de la politique ouvrière commencée avant les années trente. Les travailleurs ou les intellectuels qui cherchent une voie révolutionnaire sont aiguillés vers les mystifications ou les caricatures que représentent les politiques de front national telles qu'elles sont définies par les PC au lendemain de la libération du nazisme et du fascisme ou lors de la guerre froide (union de tous les patriotes contre l'impérialisme américain). En outre, une sorte de complicité s'établit entre les bourgeoisies dominantes et les différents secteurs de la bureaucratie, pour discréditer toute idée de politique révolutionnaire, en identifiant le terrorisme idéologique et les pratiques ultra-autoritaires des régimes des pays de l'Est au socialisme réalisé ou en en voie de réalisation.

La lutte des classes ne se laisse naturellement pas enfermer dans un tel carcan, et au cours des années cinquante et soixante, le capitalisme comme les systèmes bureaucratiques se sont vus mettre en question de manière très sérieuse (crises de décolonisation, révolution cubaine, soulèvements antibureaucratiques dans les pays de l'Est), mais ces rebondissements des affrontements de classe ne doivent pas cacher la permanence, voire l'aggravation des difficultés du mouvement ouvrier. Parmi celles-ci, les moindres ne sont pas celles suscitées par la crise des systèmes politiques staliniens et la lente « destalinisation » des PC de l'Ouest dans la mesure où cela a rendu problématique la perspective même du socialisme aux yeux d'une grande partie des masses et valorisé par contre coup la démocratie bourgeoise et les pratiques politiques qui y sont afférentes. Les travailleurs ont en conséquence beau-coup de mal à assumer leurs propres modalités collectives d'action et à les transformer en visée politique consciente. C'est une classe ouvrière largement prisonnière des pratiques petites-bourgeoises du mouvement ouvrier organisé, qui se dresse en mai-juin 68 en France ou lors de l'automne chaud en Italie.

Cela fait toucher du doigt que la tâche fondamentale aujourd'hui est de reconstruire la politique ouvrière à la faveur de la lente agonie du stalinisme, de la décomposition euro-communiste, et des difficultés récurrentes du capitalisme. Il est clair que l'œuvre de Trotsky peut y apporter une contribution décisive, à condition, toutefois, de ne pas la réduire à des formules incantatoires sur le front unique qui prétendent balayer l'obstacle des organisations réformistes à peu de frais, à condition aussi de savoir la questionner et de ne pas la transformer en une orthodoxie de plus. La politique révolutionnaire est la politique de la démocrate ouvrière.

### **Critique Communiste n° 25, novembre 1978**

1. IAG : comité international de liaison d'organisations socialistes de gauche.

## Trotsky et la politique révolutionnaire

Écrit par Jean-Marie Vincent

Vendredi, 20 Octobre 2006 01:00 - Mis à jour Samedi, 20 Octobre 2007 14:39

---

2. SAP : parti socialiste ouvrier allemand, né d'une scission de gauche de la social-démocratie allemande. OSP : organisation centriste hollandaise. RSP : organisation révolutionnaire hollandaise proche de l'opposition de gauche internationale.